

diplômés de niveau collégial serait jugée insatisfaisante par 56 p. cent des répondants. Le commentaire le plus souvent émis a trait à l'adaptation insuffisante des personnes à des situations nouvelles.

Les principales valeurs non satisfaites sur lesquelles s'appuient ce diagnostic plutôt sombre tiennent à quatre ou cinq éléments: l'exigence d'une solide base conceptuelle, l'habileté à s'exprimer clairement, oralement et par écrit, le goût de toujours apprendre et la capacité de penser de façon critique. C'est donc dire que la formation de base est jugée insuffisante.

Pour atténuer la rigueur de ces critiques, que je crois en partie fondées, il m'apparaît opportun de proposer une solution globale, celle qui consiste à remettre au programme l'acquisition d'aptitudes fondamentales. Je ne vois pas d'autre moyen d'entretenir chez les étudiants la rigueur du raisonnement, le sens de l'initiative et une solide culture générale qui permette à chacun et chacune d'établir des liens de compréhension indispensables.

Dans cet esprit, je ne peux qu'applaudir à l'initiative des autorités de l'Université de Montréal qui ont affiché ces jours derniers la ferme intention de réorganiser les programmes de manière à permettre à tout le monde sur le campus de suivre des cours complémentaires hors spécialité. Il y a là l'amorce d'une évolution fort heureuse.

C'est en centrant de nouveau l'effort pédagogique dans le sens d'une solide formation générale qu'on pourra le mieux entretenir chez les jeunes une bonne adaptation au changement, la capacité d'acquérir sans cesse de nouvelles connaissances et une saine distance critique face aux différents messages que colporte la société.

Sans doute y a-t-il dans les perspectives qu'ouvrent les nouveaux moyens d'information et de diffusion télématique un potentiel intéressant pour l'acquisition et même la production du savoir. Mais ces langages ne peuvent livrer leurs promesses que si chacun dispose d'une capacité de discernement suffisante pour faire un tri judicieux dans l'avalanche de signes, d'informations et de déformations qui sollicitent son attention, faute de quoi ce déferlement médiatique risque d'étouffer jusqu'au désir même de comprendre.

Tout compte fait, l'augmentation substantielle du nombre de spécialistes dans les technologies de pointe n'aura qu'une portée limitée tant que le niveau moyen de l'éducation restera ce qu'il est aujourd'hui (à supposer qu'il ne baisse pas).

L'avenir nous dira si l'intensité avec laquelle on finance la formation de pointe dans certains secteurs assez restreints de l'économie en oubliant de mettre le virage technologique au service de la société dans son ensemble nous aura si bien servis. En marge de la pensée dominante qui s'affiche actuellement, il y a lieu à mon sens de se demander si la promotion de l'excellence dans quelques disciplines de choix peut rester digne d'une société aussi riche et avancée que la nôtre, si elle conduit une multitude à l'assistance sociale par le sous-développement de l'éducation générale. Le fossé qui s'élargit entre ceux qui détiennent le savoir de pointe et ceux qui suivent le courant traditionnel procure matière à un urgent débat de société.

Je me permets cependant d'être optimiste, en raison de l'émergence de plusieurs valeurs nouvelles (environnement, qualité de vie, équilibre social et justice) qui s'imposent comme façon de vivre plutôt que comme mesure d'apaisement. Une telle recherche d'équilibre annonce, il faut l'espérer, des

moeurs et des choix de société davantage qualitatifs que les simples valeurs comptables et quantitatives qui nous ont servi à mesurer jusque-là le niveau et la qualité de notre évolution.

De toute évidence, le taylorisme qui a régné jusqu'à présent sur l'industrie a aussi imprégné de façon tenace le fonctionnement de nos collègues. Au point que ces derniers ont fort à faire pour se démarquer des modèles du début de l'ère industrielle.

Le rajeunissement de nos cégeps exigera sans aucun doute un effort patient et concerté aux fins de surmonter le fractionnement des systèmes et du savoir en même temps que la recherche d'une plus grande accessibilité de langage et une mobilisation efficace autour de projets communs.

En guise de conclusion, quel rôle de soutien l'entreprise peut-elle aspirer jouer dans ce renouveau de la formation collégiale?

À ce sujet, je suis porté à dire que les attentes de chaque employeur envers les diplômés des cégeps ne doivent jamais donner lieu à des commandes impératives aux autorités du monde de l'éducation. Car avant d'afficher des besoins de main-d'oeuvre, il faut se donner la peine de valider fréquemment ses prévisions, en quantité comme en qualité, puis de transmettre fidèlement l'état de ces mises à jour à ceux et celles qui ont justement pour mission d'orienter la démarche des jeunes vers les nouvelles possibilités du marché.

L'exercice, rendu des plus difficile et complexe par la volatilité des conditions économiques et le remplacement rapide des technologies, appelle de notre part autant de prudence que d'humilité. Aussi m'apparaît-il important de souligner que les attentes de l'employeur doivent être raisonnablement proportionnelles à ses obligations.

En fin de compte, c'est à la société que nous avons tous des comptes à rendre. Et l'avenir que nous préparons à la relève étudiante n'est pas un monde programmable, dans la mesure où il se fait respectueux du cheminement des personnes et de leur liberté fondamentale. Outiller les jeunes pour qu'ils soient performants dans nos usines et dans nos bureaux est une chose, mais les armer à être responsables d'eux-mêmes et des autres pour toute une vie est une mission beaucoup plus large que le cégep peut à juste titre revendiquer.

Comme dirigeant d'entreprise, je pourrais me croire autorisé à imputer à des carences de formation les pertes de productivité que nous attribuons chez nos employés à la grande pauvreté de leur expression écrite ou, dans certains cas, à leur ignorance des principaux rouages économiques.

Il n'est pas de notre mandat, je pense, d'inculquer à nos jeunes recrues le savoir de base sur la façon de parler en public, de composer des présentations efficaces, de rédiger des rapports qui se tiennent. Voilà pourtant une suppléance que nous sommes contraints d'assurer en contexte de travail et qui se reflète dans la grille de nos cours. N'aurions-nous pas pourtant mille bonnes raisons de concentrer nos efforts de formation dans les volets proprement technologiques de notre mission?

S'il y a des lacunes à corriger, ce n'est pas au seul bénéfice des entreprises qu'il faut appliquer le coup de barre et enrichir au besoin certains programmes de formation générale. Il faut avoir en tête le souci d'armer pour la vie une personne qui devra rivaliser avec les meilleurs pour assurer sa place au soleil. L'esprit de compétition, qu'on a pris soin d'atténuer jadis en milieu scolaire, fait toujours partie de la vraie vie et c'est

dans la concurrence loyale qu'on donne d'instinct le meilleur de soi-même. Enfin, c'est à ce prix que nous réussirons collectivement à accroître notre compétence sur les grands marchés internationaux.

Il faut souhaiter, je pense, que nos efforts communs permettent au plus grand nombre de réaliser des percées inédites et audacieuses dans tous les domaines du savoir. Mais il m'apparaît plus important encore de donner à chacun une connaissance approfondie de tous les actes qui font d'un citoyen à la fois un consommateur avisé, un administrateur éclairé de ses propres intérêts et un partenaire compétent et digne de confiance dans l'établissement d'un monde vraiment meilleur.

Communication de
Jacques GARON
Directeur de la recherche
Conseil du patronat du Québec

Introduction

Il me fait grand plaisir de vous adresser la parole à l'occasion de cet important colloque organisé par la Fédération des cégeps qui commémore aussi le 20e anniversaire de la création des cégeps au Québec. Je tiens à remercier les organisateurs pour leur aimable invitation à partager avec vous les réflexions de ce colloque. Je suis heureux de les partager non seulement en tant que citoyen, mais également en tant que représentant du milieu des affaires pour qui la formation prend de plus en plus d'importance.

Par ailleurs, je tiens à vous féliciter pour le thème de votre colloque: «Les cégeps et vous: partenaires pour l'avenir!», qui est non seulement un thème d'actualité mais aussi une excellente occasion d'échanger des vues sur l'orientation que pourrait prendre la formation dispensée dans les collèges.

Je vous livrerai quelques points tout à fait personnels car je n'ai ni la prétention ni la compétence de vous faire une synthèse des points de vue de l'ensemble des entreprises québécoises sur cette importante et complexe question.

Réaction des entreprises au sondage effectué par le Conseil du patronat du Québec

Au mois de mars dernier, 85 p. cent des membres du Conseil du patronat du Québec (C.P.Q.) qui ont répondu au sondage portant sur la question «Vos attentes sont-elles satisfaites à l'égard du réseau scolaire?» se sont dits satisfaits de la quantité de diplômés que leur offre l'université et 58 p. cent se sont dits satisfaits de leur qualité.

Au niveau collégial, 74 p. cent ont dit que leurs attentes étaient satisfaites quant à la quantité requise de diplômés, mais seulement 44 p. cent se sont dits satisfaits de leur qualité.

Enfin, au niveau secondaire, 85 p. cent ont dit que leurs attentes étaient satisfaites quant à la quantité requise de diplômés, mais seulement 26 p. cent se sont dits satisfaits de leur qualité.

Un commentaire général revient chez ceux qui en ont émis: c'est la formation de base qui puisse permettre l'adaptation de nos diplômés à différentes situations qui fait le plus défaut.

Qu'est-ce que la formation de base?

M. Claude Ryan disait récemment que la responsabilité première des cégeps «est de donner aux étudiants la formation fondamentale». Il ajoutait que les collèges doivent «développer chez leurs étudiants la capacité d'analyse et de synthèse, et leur apprendre à écrire et à s'exprimer avec clarté, cohérence, correction et logique».

M. Ryan avait sans doute pris connaissance du Rapport 1986-1987 du Conseil des collèges qui signalait que «les étudiants manquent de notions fondamentales et de capacités d'analyse et qu'ils ne connaissent pas leur langue maternelle...»

Cette réflexion fondamentale sur la formation n'est pas nouvelle, mais de l'extérieur il paraît curieux qu'on en soit là après 20 ans. Par ailleurs, toujours selon le rapport du Conseil des collèges, on est encore très loin d'un consensus touchant la formation fondamentale.

Alors, au risque de paraître simpliste, en omettant de parler de formation fondamentale dans le sens de la culture et de l'étendue des savoirs et des techniques, des attitudes et des aptitudes ou de la formation professionnelle continue, permettez-moi de vous dire que lorsque 56 p. cent de nos membres émettent des réserves quant à la qualité des diplômés cégepiens, ils disent essentiellement qu'ils ne savent pas bien écrire, ni s'exprimer correctement, ni compter.

Ça c'est la formation de base réduite à sa plus simple expression, j'en conviens, mais très pragmatique, que les gens d'affaires identifient comme essentielle.

Les entreprises exigent-elles trop?

On a souvent accusé l'école de former des étudiants qui ne savent ni lire, ni écrire, ni raisonner convenablement. On l'a accusée d'être trop permissive et de trop mettre l'accent sur des valeurs de «réalisation de soi» au détriment de matières plus scientifiques et de la discipline. On l'a accusée de préparer une main-d'oeuvre qui ne correspondait pas toujours aux besoins du marché du travail et de refuser souvent de réorienter ses programmes vers des spécialités modernes en fonction des débouchés futurs sur ce même marché. On a en somme rendu l'école responsable de la plupart des faiblesses de notre société au chapitre de l'intégration de ses membres à la modernité technologique et économique.

Ces critiques, qui comportent certes leur part de vérité, ne peuvent cependant servir telles quelles de base de réflexion sur les moyens à mettre en oeuvre pour améliorer la formation de base. D'une part, elles sont trop radicales et, d'autre part, elles simplifient trop les problèmes.

Par ailleurs, l'école n'est pas seule responsable des reproches qu'on lui adresse lorsque l'on constate l'augmentation du nombre d'étudiants dans les collèges en 20 ans, l'évolution rapide des connaissances et des techniques et son implication sur les programmes et pour les formateurs, les coupures budgétaires, l'évolution tout aussi rapide du marché du travail, et même le faible appui des milieux d'affaires quant à l'identification de leurs besoins face à l'école.

Ceci dit, les entreprises exigent-elles trop?

Il est impossible de dissocier l'éducation, l'économie et la réalité sociale. Parmi les grandes tendances qui caractérisent le monde contemporain et qui marqueront nécessairement

le nôtre, s'impose, au premier chef, le passage d'une économie basée principalement sur les ressources à une économie axée sur les connaissances et l'information.

Dans une économie de l'information, un nombre de plus en plus grand de citoyens sont appelés à gagner leur vie grâce à un salaire lié à la création, au traitement et à la distribution de l'information. Cette économie axée sur les connaissances et l'information touche déjà, d'une façon plus ou moins importante, tous les secteurs de l'industrie et de l'économie québécoises. Qu'on pense au nombre considérable de personnes dont les emplois relèvent soit de l'information, soit de la transmission du savoir, soit du secteur des services tributaires de l'information. Qu'on pense au nombre de postes administratifs ouverts dans les services de santé, au nombre d'employés de la fonction publique, au nombre de tâches reliées à l'information dans les entreprises et dans le domaine de la publicité en particulier, dans les activités financières, l'imprimerie, etc.

Qu'on évalue les conséquences de cette transformation sur l'ensemble de notre système d'enseignement alors que de ne pas savoir écrire sans faire de fautes d'orthographe et l'ignorance du langage informatique seront bientôt une forme d'analphabétisme, alors que la productivité du savoir est en voie de devenir la clé de toute productivité, de la supériorité dans la concurrence, en un mot de la réussite économique.

La qualité de la formation collégiale se jugera souvent à la capacité du jeune diplômé de remplir des fonctions de communicateur. Par conséquent, les entreprises sont en droit d'exiger un minimum de connaissances dans le domaine de la communication écrite et verbale.

Des programmes et des formateurs à la mesure des exigences du marché du travail de l'an 2000

Ceci dit, d'ici l'an 2000, nous savons que notre société connaîtra de nombreux changements tant sur le plan démographique qu'économique au fur et à mesure qu'elle s'engage dans l'ère de l'information. La main-d'oeuvre devra être plus polyvalente, plus instruite et plus ouverte au langage de l'informatique. Ce sont ces facteurs qui influenceront sur le type de ressources humaines que produiront les collèges et les universités.

Je reviens donc au deuxième aspect de la formation de base, celle qui donne à l'étudiant les moyens d'aiguiser les facultés d'analyse et de synthèse. Plusieurs questions reviennent à l'esprit lorsque l'on songe à la main-d'oeuvre de l'avenir, questions qui avaient été, en partie, formulées lors du colloque national sur l'enseignement postsecondaire tenu à Saskatoon en octobre 1987. En voici quelques-unes:

— Ceux et celles qui termineront leurs études collégiales auront nettement besoin de connaissances et d'aptitudes particulières. Ils auront toutefois de plus en plus besoin d'une vaste gamme d'aptitudes générales, notamment une meilleure faculté d'analyser le milieu social, physique et économique dans lequel nous vivons et en avoir une conception plus claire, quel que soit leur domaine d'études:

* Quels types d'aptitudes à l'analyse et à la communication et de valeurs morales les diplômés de l'enseignement collégial devraient-ils posséder une fois leurs études terminées?

* Ces aptitudes devraient-elles différer selon qu'il s'agit de diplômés de collèges ou de diplômés d'universités?

* Devraient-elles être différentes pour les étudiants axés sur la formation professionnelle que pour les étudiants qui se préparent aux études universitaires?

* L'amélioration des exigences en matière d'enseignement général est-elle en partie la responsabilité du système d'enseignement secondaire? Quelles sont les incidences pour le primaire, le collégial et l'université?

— La proportion de diplômés de collèges, de programmes de premier cycle et de programmes de deuxième cycle ou troisième cycle devrait-elle changer à l'avenir?

* En raison des besoins futurs, faudrait-il un plus grand nombre d'universitaires, de chercheurs, de scientifiques et d'ingénieurs détenant des diplômes d'études supérieures?

* De même, en raison de ces exigences, faudra-t-il modifier la proportion de diplômés de collèges inscrits à des programmes de formation professionnelle?

* Devons-nous compter sur les conseils de l'influence des gouvernements pour amener ces changements? Ou s'agit-il d'une question qui relève exclusivement d'un choix individuel ou institutionnel?

— Les changements prévus dans l'économie nationale et internationale de même que dans la société en général nécessiteront une plus grande faculté d'adaptation. Cela sera-t-il plus facile si on fait preuve d'une plus grande souplesse pour ce qui est:

* de l'équivalence des crédits d'études entre les établissements et entre les secteurs collégial et universitaire?

* des possibilités d'études à temps partiel, d'études permanentes, d'études par correspondance?

— Quel devrait être le rôle des collèges et de l'industrie pour ce qui est d'assurer une formation professionnelle plus spécialisée en fonction des besoins du secteur privé?

Permettez-moi quelques précisions sur cette dernière question. Le réseau collégial doit prendre le virage technologique, mais en étroite collaboration avec le milieu du travail. Il faut une meilleure adéquation entre l'offre et la demande de jeunes diplômés si l'on veut répondre aux espérances des étudiants et satisfaire les besoins en main-d'oeuvre spécialisée au cours des prochaines années.

À ce titre, il est symptomatique de noter un taux relativement élevé de chômage chez les diplômés du collégial deux ans après l'obtention du diplôme dans des secteurs tels que les beaux-arts, les humanités, technique de génie civil, l'arpentage, etc. alors qu'il y a une forte demande pour les secrétaires juridiques et médicales, les infirmières, les hygiénistes dentaires, le personnel de vente au détail, le dessin publicitaire, etc.

Tout de même, les liens école-industrie se développent. Les gens d'affaires participent à des échanges avec les milieux de l'éducation. Des comités industrie-école se forment et des stages de formation en milieu de travail s'organisent.

Tout cela est excellent, mais il faut faire bien davantage encore.

Cette collaboration école-industrie est essentielle pour élaborer le contenu des programmes et déterminer les besoins dans les différents secteurs de l'économie pour ne mentionner que ces quelques exemples.

M. Ghislain Dufour, président du Conseil du patronat du Québec, disait dans une allocution présentée devant l'Association canadienne d'éducation au mois de septembre dernier, «l'interaction enseignement-entreprise ne peut d'ailleurs que

bénéficier aux deux. D'une part le monde des affaires est en effet le plus souvent le point de départ d'innovations, d'idées nouvelles, de découvertes et de mise au point de procédés et de produits. D'autre part, l'institution d'enseignement détient le savoir et le dispense, tout en demeurant le lieu privilégié pour permettre à l'esprit humain d'éclorre et de s'exprimer.

Cette interdépendance n'est-elle pas incroyablement bien cernée dans ce mot que l'on prête à un ancien recteur d'université: «Le monde de l'enseignement et le monde des affaires sont essentiellement interdépendants. L'un a besoin d'argent pour produire des gens instruits, et l'autre a besoin de gens instruits pour faire de l'argent.»

Conclusion

Dans ce contexte, la valeur de l'éducation doit augmenter et quoi qu'on en dise, même si le diplôme est encore la clé du succès, la formation de base doit être renforcée pour mieux préparer les étudiants aux changements sociaux, économiques et technologiques de demain.

Communication de
Jacques NADEAU et Raymond PAQUET
Association des manufacturiers canadiens

L'IMPORTANCE DE L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE POUR ASSURER LA COMPÉTIVITÉ DU CANADA

Mesdames et Messieurs, Bonjour.

C'est avec beaucoup d'empressement que nous avons accepté de venir vous entretenir aujourd'hui d'un sujet qui est depuis longtemps au coeur des préoccupations de l'Association des manufacturiers canadiens (A.M.C.) et qui revêt une importance capitale, tant à nos yeux qu'à ceux des manufacturiers québécois que nous représentons.

Nous remercions les organisateurs de cet événement pour la tribune qu'ils nous offrent, nous permettant ainsi de faire connaître à un auditoire de qualité, les préoccupations, réflexions et recommandations du secteur manufacturier face à l'éducation.

Est-il encore nécessaire de souligner, en 1988, qu'une formation scolaire de qualité revêt une importance capitale dans le développement économique d'un pays? Cette question essentielle d'une formation scolaire aux standards d'excellence les plus élevés possible préoccupe les membres de l'A.M.C. En effet, ne sont-ils pas en tant qu'employeurs, directement concernés, puisque leurs entreprises doivent pouvoir compter sur une main-d'oeuvre qualifiée afin de relever le défi de la concurrence internationale. L'A.M.C. se préoccupe de la question depuis longtemps. Un comité de travail chargé d'étudier les moyens à mettre en place pour améliorer ou conserver la vigueur économique du Canada a choisi dix thèmes prioritaires qui feront l'objet d'études approfondies afin d'en arriver à des recommandations spécifiques à l'endroit tant des gouvernements que du monde des affaires. L'un de ces thèmes s'attarde précisément à l'importance de l'éducation dans le développement d'un pays comme le Canada.

Au moment où les accords du G.A.T.T. sont sur le point d'être négociés et dans la foulée des négociations visant la libéralisation des échanges avec les États-Unis, la compétence de notre main-d'oeuvre représente un facteur clé de notre capacité de demeurer compétitifs, c'est-à-dire en termes clairs, de maintenir notre niveau de vie actuel. C'est dans cette perspective que l'A.M.C. a dévoilé en août dernier un document intitulé: *L'importance de l'enseignement postsecondaire.*

Depuis quelques décennies, le Canada accuse invariablement un déficit au chapitre des produits finis. Parallèlement à cette tendance, la part de notre marché intérieur conquise par les articles importés s'accroît invariablement et selon le processus continu. Le rendement médiocre de nos produits manufacturés, ici et même à l'étranger, trahit notre faible productivité et la lenteur des progrès accomplis en ce domaine. Dans cette optique, une étude menée par l'A.M.C. démontre clairement que le Canada est, au chapitre de la productivité, à la remorque de plusieurs pays développés. Comme les U.S.A. bien évidemment, mais également la R.F.A., la France, l'Italie et le Japon. De plus, non seulement la productivité de notre secteur manufacturier est-elle relativement peu élevée, comme le révèle l'étude précédemment citée, mais c'est à un rythme très lent que cet indice de compétitivité s'engage sur la voie de l'amélioration. Nos gains d'efficacité n'ont pas été à la hauteur des progrès réalisés par d'autres pays dans le même contexte et aux mêmes conditions. Si cette tendance se maintient, un grave retard est à prévoir.

En ce qui a trait maintenant à la situation actuellement enregistrée dans les établissements d'enseignement canadiens, sachez qu'elle n'est pas de meilleur augure.

Le système canadien d'enseignement supérieur est en butte à des difficultés qui sont en partie le résultat des rigidités institutionnelles, qui empêchent les universités de réagir rapidement aux changements de conjoncture économique et à la concurrence. Comme le disait si bien un ancien ministre provincial de l'éducation: «Le problème avec nos universités, c'est qu'elles prônent des valeurs du XVI^e siècle, qu'elles sont exploitées selon des structures administratives du XVII^e siècle et qu'elles tentent de nous aider à nous acheminer vers le XXI^e siècle. Il est clair qu'elles ne peuvent fonctionner de la sorte.»

Assurer une formation qui réponde aux besoins de l'industrie

Aucune stratégie nationale visant à améliorer l'enseignement supérieur au Canada ne peut donner de résultats concluants sans une réforme en profondeur de nos établissements de haut savoir.

La première partie de ce document recommandait que les universités et les établissements d'enseignement collégial du pays offrent leurs services de façon plus efficace, en définissant des éléments de solution à cet égard.

En parallèle, nos établissements d'enseignement doivent réformer en profondeur leurs structures, de façon à assurer une formation qui réponde aux besoins réels de l'entreprise. À cette fin, les établissements d'enseignement collégial doivent commencer par améliorer leurs programmes d'études de façon à faire accéder leurs diplômés à des carrières plus productives et plus enrichissantes.